

Grine : «Les conditions de mise en place pas encore réunies»

Page 2

# LE JOUR

## D'ALGERIE

Votre quotidien national

Onzième année - N° 4002 - Dimanche 23 octobre 2016 - Prix : 10 DA



## Lorsque les petites pièces désertent tout un circuit commercial

# Tracas de la pénurie de petite monnaie

Page 4

### Tripoli n'est pas dans Tripoli

Par Mohamed Habili

Les pays voisins de la Libye ont renouvelé leur soutien, mercredi dernier à Niamey, au Conseil présidentiel dirigé par Fayez Serraj mais ils se sont gardés de condamner le coup d'Etat, ou du moins la tentative de coup d'Etat menée contre lui à Tripoli. De celui-ci du reste plus rien ne filtre, à croire qu'il suffit de ne pas en parler pour qu'au final ce soit comme s'il n'avait jamais eu lieu. Reste qu'il s'est produit, et qu'on ignore ce qu'il est advenu de l'homme qui fait consensus non pas en Libye mais auprès de la « communauté internationale », auquel le groupe des 6 vient de la sorte de réitérer son soutien, ce qu'il n'aurait certainement pas fait si les choses se passaient comme elles devraient en Libye, ou plutôt comme elles allaient effectivement il y a seulement quelques jours. Deux points méritent cependant d'être relevés dans leur communiqué final. Le premier, d'une veine ordinaire dès qu'il s'agit de la situation libyenne, est l'appel au gouvernement d'union nationale, dont cependant tout indique qu'il n'a plus ses quartiers ni dans la capitale ni nulle part ailleurs en Libye, à élargir sa composante à l'ensemble des factions libyennes. En clair, on l'exhorte pour la énième fois à faire place aux représentants du camp de Tobrouk, implicitement à Khalifa Haftar, le chef de l'Armée dite nationale, dont on semble reconnaître par là même la vocation nationale, en quoi d'ailleurs réside le principal différend entre l'est et l'ouest libyens.

Suite en page 3

## Oul Abbes assurera la fonction de SG

# Saadani démissionne du FLN



Élu par le 10<sup>e</sup> congrès du parti malgré la contestation des fidèles de Belkhadem, Amar Saadani a annoncé hier sa démission du poste de SG du FLN qu'il occupait depuis plus d'une année, avançant des raisons de santé. Mais le problème semble plus profond dans l'ex-formation politique unique.

Page 3

Sur les 8 premiers mois

## La facture d'importation des médicaments en hausse

Page 24

Salle Ibn Zeïdoun de Riadh El Feth

## Mohamed Segueni anime à Alger un concert malouf et aïssaoua

Page 13

Autorité de régulation de la presse écrite

# Grine : «Les conditions de mise en place pas encore réunies»

■ Le ministre de la Communication, Hamid Grine, a affirmé, hier, que l'autorité de régulation de la presse écrite sera installée dès que les conditions matérielles et pratiques seront réunies. «Ce n'est pas si simple d'organiser les élections et trouver un siège décent pour cette instance», a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse au forum d'El Moudjahid, à l'occasion de la Journée nationale de la presse.

Par Louiza Ait Ramdane

Le ministre de la Communication, Hamid Grine, a décrypté, hier, au Forum d'El Moudjahid les grands axes du message du président de la République à l'occasion de la célébration de la

Béjaïa

## Le wali rend hommage à la presse

LA JOURNÉE nationale de la presse a été marquée hier à Béjaïa par les autorités de wilaya à leur tête le wali au niveau de la placette Saïd Mekbel au centre-ville où une minute de silence a été observée, suivie du dépôt d'une gerbe de fleurs au pied de la stèle. Le wali et la délégation qui l'accompagnait a ensuite inauguré les portes ouvertes sur radio Soummam où a eu lieu la levée des couleurs nationales, une minute de silence et un hommage aux journalistes en activité et ceux qui ne sont plus de ce monde. La Radio a invité hier les citoyens à venir découvrir le travail qui se fait dans les studios par les animateurs et journalistes, l'émission, la réalisation, de la grille des programmes, autrement dit, voir de plus près les différents services et leur fonctionnement. A la maison de la culture, une exposition a été organisée en faveur des femmes entrepreneurs. Une occasion pour les femmes investisseuses de mettre en avant leur talent et leur courage d'entreprendre. Certaines ont invité les femmes à prendre leur destin en main et à casser le tabou. Le public venu visiter les stands a découvert les talents cachés de la gent féminine de la wilaya de Béjaïa. Plusieurs entreprises activant dans divers domaines et créées dans le cadre de l'Ansej et autres dispositifs d'aide lancés par l'Etat ont pris part à cette rencontre. Le chef de l'exécutif qui a «félicité» la presse locale en général et à cette occasion il a «regretté qu'une wilaya comme Béjaïa n'ait pas une maison de la presse». Il dira sur les ondes de radio Soummam à ce sujet qu'«au même titre que les nombreux sièges de direction érigés, je pense qu'il y aura prochainement une place pour construire une maison de la presse à Béjaïa». Et d'ajouter: «les gens de la presse doivent être réunis dans un siège». Une conférence a été animée sur thème: «Le rôle des médias dans le développement local» par un professeur spécialiste de l'université de Béjaïa. A noter que le premier responsable de la wilaya a invité les responsables de la presse à un déjeuner. **H. Cherfa**

Journée nationale de la presse. «Les conditions ne sont pas encore réunies pour la mise en place de l'autorité de régulation de la presse écrite. Ce n'est pas si facile», a répondu Hamid Grine, ministre de la Communication, aux journalistes qui l'ont interrogé sur la mise en place de cette institution au lendemain du message du président de la République qui justement a exhorté la corporation de la presse écrite et les autorités publiques concernées à œuvrer ensemble pour accélérer sa mise en place.

Le ministre de la Communication qui a rappelé que son ministère applique aujourd'hui le projet du président de la République dans le domaine de la communication, précise que l'autorité de régulation de la presse écrite sera installée dès que les conditions matérielles et pratiques seront réunies. Il s'agit aussi pour le ministre d'aller vers l'élection du Conseil de l'éthique et de la déontologie. Pour le ministre, «l'organisation des élections du Conseil de l'éthique et de l'Autorité de régulation de la presse écrite n'est pas chose aisée». M. Grine, qui n'a pas fixé de date pour l'organisation de ces élections ou encore la mise en place de cette instance de régulation, a souligné que cette question «prendra le temps qu'il faudra». Selon le ministre, l'Autorité de régulation est en train de se structurer. «Il reste quelques problèmes techniques et matériels. Nous réunissons d'abord les conditions pour accélérer sa mise en place», a-t-il expliqué encore, précisant que



la professionnalisation de la presse écrite, un des axes de programme du président, est sur le bon chemin. «Nous sommes déjà sur le projet de la professionnalisation de la presse écrite. Depuis deux ans, hormis quelques chaînes TV, il y a moins de diffamations, moins d'insultes», s'est-il félicité.

Il a annoncé également que son ministère va «bientôt» notifier à l'Autorité de régulation de l'audiovisuel (ARAV) l'ouverture d'un appel à candidature devant permettre aux chaînes de télévision exerçant en Algérie d'obtenir une accréditation. Il a expliqué que ce processus devrait permettre aux propriétaires de ces chaînes de mieux se préparer par rapport au cahier des charges. Pour rappel, le président de

la République, Abdelaziz Bouteflika, a exhorté la corporation de la presse écrite et les autorités publiques concernées à œuvrer ensemble pour accélérer la mise en place de l'autorité de régulation de la presse écrite. Le chef de l'Etat a émis le vœu que cet organe «soit lui aussi un espace pour établir davantage de compréhension entre le pouvoir et la presse écrite et aider la presse algérienne à améliorer sa performance, non seulement en termes de liberté d'opinion, de diversité d'idées et de convictions mais également pour la consécration de la certitude que nous sommes, aussi différentes que soient nos obédiences, un peuple uni et unique et que nous n'avons d'autre patrie que l'Algérie». M. Grine a réaffirmé

l'importance d'observer le professionnalisme qui implique «le respect de la vie privée des individus, l'intégrité, la précision, l'objectivité et le bannissement de la diffamation sans pour autant s'interdire la critique qui est garantie en Algérie dans le cadre de la liberté d'expression».

S'agissant des sites électroniques, le ministre a regretté l'anarchie qui y règne. Selon lui, les textes sont préparés, mais leur application demeure difficile, voire impossible, d'autant que leurs propriétaires et auteurs des écrits ne sont pas identifiables. Pour M. Grine, une régulation devient urgente au moins pour permettre aux personnes diffamées de tenter d'obtenir réparation auprès de la justice. **L. A. R.**

## Journée nationale de la presse à Tizi Ouzou

### Wali et P/APW s'engagent pour une gestion locale de la maison de la presse

La famille de la presse à Tizi Ouzou a été conviée, hier, à une rencontre au siège de la wilaya à laquelle ont pris part le wali Mohamed Bouderbali et le président de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), Mohamed Klaleche pour la célébration de la Journée nationale de la presse. Avant cette rencontre, il y a eu dépôt d'une gerbe de fleurs au niveau du mémorial érigé à la mémoire des journalistes assassinés par les terroristes ou la place de la liberté de la presse à la cité 20-Août de la ville de Tizi Ouzou. Puis la délégation s'est rendue au siège d'éclairage radio locale où elle a été accueillie par le nouveau directeur Arezki Azouz pour la fournir en informations sur le travail de ce média de proximité. Puis le wali et le P/APW se sont exprimés en direct sur les ondes de radio Tizi Ouzou sur la symbolique de la journée ainsi que sur les questions inhérentes à l'action du développement local. Pour clôturer cette célébration officielle de la journée dédiée à la presse, le wali a ouvert un débat autour du travail des journalistes dans la wilaya. Et c'était une occasion pour de nombreux confrères et consœurs de poser leurs préoccupations à l'adresse du

tout nouveau chef de l'exécutif comme la maison de la presse inaugurée mais restée non fonctionnelle depuis une année pour des raisons réglementaires.

Le wali et le P/APW ont conjointement pris l'engagement de faire fonctionner cette structure dans les meilleurs délais avec l'option d'une gestion locale. Mohamed Bouderbali a ainsi annoncé que la décision sera prise en concertation avec la famille de la presse dans le but de la mettre en service et ce, à la demande de la corporation sous l'égide de leur association. Mohamed Kalaleche a assuré que l'APW contribuera financièrement à la gestion locale de cette structure tout en soulignant l'attachement de son institution pour cette gestion décentralisée.

Dans le même sillage, le chef de l'exécutif a souligné l'importance du rôle de la presse dans les actions du développement local d'où son engagement à œuvrer pour que le journaliste ait accès aux sources d'informations sans difficultés.

Enfin, le wali a honoré à l'occasion notre confrère doyen de la presse à Tizi Ouzou, Mohamed Haouchine, journaliste à «Liberté» et la Chaîne III.



Par ailleurs, à l'initiative de la direction locale de la culture, la maison de la culture Mouloud-Mammeri de Tizi Ouzou a rendu hommage dans l'après-midi aux journalistes Rachid Hammoutène du quotidien «Horizons», Mohamed Haouchine de «Liberté» et de la Radio nationale, Belkacem Messaoudi et Saïd Fréha de la Chaîne II de la Radio algérienne. En plus d'une riche exposition des travaux réalisés par ces journalistes, une table ronde a été animée par les concernés au niveau de la salle de spectacles de la maison de la culture. **Hamid M.**

Oul Abbas assurera la fonction de SG

# Saadani démissionne du FLN

■ Élu par le 10<sup>e</sup> congrès du parti malgré la contestation des fidèles de Belkhadem, Amar Saadani a annoncé hier sa démission du poste de SG du FLN qu'il occupait depuis plus d'une année, avançant des raisons de santé. Mais le problème semble plus profond dans l'ex-formation politique unique.



Phs/E. Soraya/J. A.

Par Nacera Chennafi

« Je veux vous présenter ma démission et celui qui soutient Amar doit se taire. J'insiste sur ma démission même si elle est refusée et je vous demande de préserver l'intérêt général du parti et du pays », a déclaré Saadani, hier, devant les membres du comité central.

Maintenant que Saadani a démissionné avec un rejet du comité central réuni hier à l'hôtel El Aurrassi, le poste de SG sera assuré par Djamel Ould Abbas, en attendant la convocation d'une session extraordinaire du comité central pour l'élection d'un nouveau secrétaire général.

Dès la matinée, bien avant le début des travaux de la session du comité central du FLN à l'hôtel El Aurrassi, des informations circulaient sur une éventuelle annonce de la démission du SG du parti. Amar Saadani, qui est entré dans la salle vers 10h30 sous les youyous et les applaudissements de ses fidèles, a préféré lire un discours ordinaire qu'il n'a même pas fini.

Après un court silence, une vidéo du Président Bouteflika animant un meeting lors de son premier mandat est diffusée sans prévenir l'assistance. Par la suite un rapport de la commission des finances et un autre de la prospective sont présentés dans l'indifférence de l'assistance. Saadani a annoncé une liste des membres chargés de la motion politique sous la présidence de Hachemi Djar. Il lève la séance, quitte la salle et se contentera de dire à la presse « après », en réponse à une question sur sa démission.

Dans l'après-midi à 14h30, dans la salle de réunions, les travaux du comité central n'ont toujours pas repris et les ministres



commencent à pénétrer dans la salle. Dans un climat d'incertitude, on entend des chuchotements de la part des membres de cette structure : « Il est partant, il a déjà remis sa démission ». D'autres disent « il veut affirmer sa légitimité par une démission qui sera refusée par le comité central » alors que sur facebook la commission de fidélité à Belkhadem s'est réjouie de « la mise en place d'une commission transitoire qui sera présidée par Djamel Ould Abbas ».

Dans ce climat tendu, des sources sûres nous confirment que « Saadani est partant et avancera des raisons de santé et c'est Ould Abbas qui assurera le poste de SG de manière définitive et non intérimaire ». Mais toujours rien d'officiel. Vers 15h, Saadani entre dans la salle et demande à lire la motion politique. Dans ce communiqué, le comité central a renouvelé sa confiance dans la personne de Saadani comme SG du FLN et soutient son discours prononcé lors de la réunion des mouhafedhs et des comités transitoire. Pour rappel, dans ce discours Saadani a apporté de graves accusations à l'encontre du général à la retraite,

Mohamed Mediène, et Abdelaziz Belkhadem. Le CC dit laisser au SG du FLN le soin de prendre les mesures qu'il faut pour la réussite du parti lors des prochaines élections. La motion politique a été adoptée à la majorité. Mais Saadani n'est plus SG du FLN.

A 15h40, Saadani pose la question à l'assistance : « Etes-vous avec le retrait de confiance ? ». L'assistance répond : « Non ». Avant d'enchaîner : « Je demande à la presse de rapporter que le comité central ne veut pas de retrait de confiance à Saadani ». « Je le dis avec franchise comme SG du FLN. J'étais absent durant quatre mois pour des raisons de santé. Mon absence n'était pas sans raison, ceci était un premier indice et aujourd'hui c'est le deuxième indice ». Et le moment attendu arrive où Saadani annonce officiellement sa démission. « Je veux vous présenter ma démission et celui qui soutient Amar doit se taire. J'insiste sur ma démission même si elle est refusée et vous demande de préserver l'intérêt général du parti et du pays ». « Je vous demande de vous occuper de l'Algérie avant

tout le Président Bouteflika et le FLN.

Saadani proposera Djamel Ould Abbas pour occuper le poste de SG du FLN et l'invite à prendre la parole. Ce dernier rend hommage à Saadani et affirmera la volonté du parti de vaincre lors des prochaines élections. Les rumeurs sur un éventuel départ de Saadani circulaient déjà durant son absence qui a duré plus de trois mois, alors que ses opposants sont montés au créneau pour le destituer, en plus de l'appel des 14 composés d'anciens moudjahidines, dont Lakhdar Bouragaa, Zohra Drif et Yacéf Saadi.

Saadani a fait sa rentrée politique le 5 octobre en réunissant le bureau politique, mais ne dira rien ce jour-là. Ce n'est que deux jours plus tard, lors de sa réunion avec les mouhafedhs, qu'il lance de lourdes accusations contre le général à la retraite Mohamed Mediène et son prédécesseur, Abdelaziz Belkhadem.

Dans son discours Saadani a défendu son bilan et affirmé le soutien de son parti au Président Bouteflika dans toutes les étapes, fustigeant les provo-

## LA QUESTION DU JOUR

## Tripoli n'est pas dans Tripoli

suite de la page Une

C'est le deuxième point qui n'est pas dans le ton habituel. En ce qui le concerne ce n'est pas aux Libyens qu'il s'adresse mais bien à la « communauté internationale », c'est-à-dire aux puissances occidentales responsables de la crise libyenne, aux fins de l'amener à prendre à l'avenir plus en considération le point de vue des pays voisins de la Libye, comme tels en effet les plus intéressés à ce que celle-ci retrouve rapidement unité et stabilité. Aurait-ils exprimé pareille exigence si rien ne s'était passé à Tripoli ? Si le gouvernement d'union nationale ne s'était pas déplacé quelque part hors de Libye ? Dans ce pays, un coup d'Etat est survenu mais tout le monde s'ingénie à l'ignorer. Cela n'aurait pas été possible si ce gouvernement tenait son existence de la volonté nationale, et si sa place naturelle, et la seule, c'était la capitale du pays, en l'occurrence Tripoli. Le gouvernement Serraj tenant son existence de la soi-disant communauté internationale, est de ce fait partout chez lui. Il pourrait en ce moment même se trouver à l'autre bout du monde, et se permettre de le faire savoir si ça ne faisait pas trop mauvais effet pour un gouvernement légitime. La Libye est pour l'heure le seul pays avec un gouvernement, d'union nationale qui plus est... en fuite à l'étranger. S'il ne dit pas où il se trouve, c'est juste parce que ce n'est pas là le genre de choses qu'un gouvernement légitime a envie de crier par-dessus les toits. On comprend dès lors pourquoi les pays voisins exigent d'être associés dorénavant à toute recherche de solution à la crise que traverse l'un des leurs, et sans qu'ils y soient pour quelque chose. Mais supposons que l'espèce de conspiration de silence touchant le coup d'Etat de Tripoli réussisse, c'est-à-dire qu'au bout du compte ce sera comme si rien ne s'était produit, est-ce à dire que Fayed Serraj fera son apparition à Tripoli, où il reprendra ses activités présidentielles, un peu comme si elles n'avaient pas été interrompues ? Il suffit de se poser la question pour voir que cela n'est pas possible et que ce gouvernement est tombé... pour ne pas se relever, du moins sous sa première apparence.

M. H.

Lorsque les petites pièces désertent tout un circuit commercial

# Tracas de la pénurie de petite monnaie

■ *Un peu partout à travers les régions du pays, il n'est pas un endroit où l'on peut faire ses courses en se faisant rendre la petite monnaie tranquillement, sans pour autant s'accrocher avec le commerçant.*

Par Yacine Djadel

Une opération d'échange devenue impossible, si ce n'est rare pour les citoyens. Il arrive même que des tensions génèrent des rixes. La cause à cela : «Il n'y a plus de petite monnaie à rendre aux clients», déplore le gérant d'une superette à Alger-Centre. «Tous les prestataires de services commerciaux nous imposent à nous les citoyens clients, d'avoir à tout prix la petite monnaie, sans ça ils s'emportent et font la gueule», affirme Kamel, un cadre fonctionnaire ayant à maintes reprises eu des altercations avec des receveurs de bus qu'il prend quotidiennement en allant travailler. C'est dire que le phénomène du manque de la petite monnaie dans le circuit commercial impacte beaucoup et de manière négative les comportements des gens. De nos jours, des grandes surfaces d'alimentation générale, en passant par les restaurants ou les endroits réputés avoir les petits dinars tels que les taxiphones et les pharmacies, aucun secteur d'activité ne semble être épargné par la crise de la petite monnaie. Les petites pièces de monnaie nationale se font donc rares à tel point qu'elles se monnaient à leur tour. Ahurissant mais vrai, il n'a qu'en Algérie qu'«on peut acheter de l'argent avec de l'argent». A ce propos, il est à rappeler que fin mars 2016, lors de la présentation du rapport annuel de ce mois devant

les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN), le gouverneur de la Banque d'Algérie de l'époque, Mohamed Laksaci, a annoncé que «face au problème du manque de pièces de monnaie, la Banque d'Algérie a entamé une opération de renforcement de ses capacités de production en pièces métalliques. Des mesures pour une meilleure disponibilité de ces pièces dans les agences bancaires et dans les bureaux de poste seront prises». Mais à voir ce qui se passe actuellement, le problème persiste toujours au point où la pièce de un et deux dinars tendent carrément à disparaître du marché.

## Les conséquences de la rareté : une pratique commerciale frauduleuse voit le jour

Alors que la sonnette d'alarme avait été tirée la première fois en 2010, c'est en 2014 que le phénomène a pris de l'ampleur avec l'apparition d'une drôle de pratique où il était question de faire de la monnaie en payant une taxe de 1 000 DA sur la somme de 10 000 DA. C'est-à-dire que si on veut convertir un million de centimes des billets en petite monnaie, il fallait payer 1 000 DA supplémentaires au convertisseur. Une opération hors norme et surtout frauduleuse qui nuit considérablement à l'économie nationale. Laquelle pratique a été, il faut le dire, encouragée par certains com-



Ph.D. R.

merçants et qui a pris de l'ampleur via le procédé de bouche à oreille. De ce fait, le constat étant alarmant, et ne pouvant en rester là, pour plus de compréhension du phénomène, nous avons tenté de nous rapprocher de quelques organismes officiels afin de nous renseigner davantage sur les origines de ce manque de monnaie.

## La solution au problème : «Du ressort de la Banque d'Algérie», selon l'UGCAA

Contacté par téléphone, Hadj Tahar Boulouar, président de l'Union générale des commerçants et artisans Algériens (UGCAA), s'est exprimé sur le sujet. «Le problème de la petite

monnaie qui se raréfie de plus en plus engendre des pertes pour les commerçants. Une perte relevée, tant pour les grossistes que chez les commerçants détaillants activant au niveau des 48 wilayas du pays. Ces derniers subissent une perte quotidienne de 10 millions de dinars, ce qui représente une perte de 5% de la valeur de leur vente globale», a-t-il souligné. «Cette situation concerne une dizaine d'activités commerciales, telles que les fruits et légumes, l'alimentation générale, les taxiphones, les transports en commun, les cafétérias, les boulangeries, et les pharmacies», ajoute-t-il. Le nombre de commerçants concernés par le manque de pièces de monnaie «dépasse les 200 000 commerçants», précise-t-il. «Les pièces

concernées par ce manque sont en l'occurrence celles de 0,5 dinar, 1 dinar, 5 dinars, 10 dinars, 20 dinars et 50 dinars», ajoute M. Boulouar. A cet effet au vu de remédier à cette situation, le porte-parole de l'UGCAA affirme clairement que la Banque d'Algérie est seule habilitée à solutionner le problème définitivement. C'est en ce sens que ce dernier demande à cette institution d'émettre des quantités suffisantes de petites pièces et de doter toutes les agences bancaires d'un guichet dédié spécialement à fournir de la monnaie. «Trois à cinq banques pour une daïra ne suffisent point à alimenter tous les commerçants qui leur sont rattachés», a-t-il rappelé.

Y. D.

Mostaganem : dix dossiers d'investissement

## Engouement pour le créneau de l'aquaculture

Dix dossiers sont en cours de financement ou au stade des procédures administratives pour la concrétisation de projets en aquaculture en cages flottantes dans la wilaya de Mostaganem, a-t-on appris, jeudi, du directeur de la pêche et ressources halieutiques. Parmi ces dossiers relevant du secteur privé approuvés par le Centre national de recherche et développement de la pêche et aquaculture : six sont en phase de financement au niveau de la BADR ou du financement mixte et quatre autres en cours d'achèvement des procédures technico-administratives au niveau de la direction, précise le responsable du secteur, Toufik Rahmani. Dix autres demandes d'investissement dans ce créneau sont inscrits et à l'étude au niveau de la commission locale chargée de l'octroi de concession. Le secteur de la pêche et des res-

sources halieutiques mise sur l'investissement aquacole en tant qu'activité complémentaire de la pêche en fournissant des conditions technico-administratives d'accompagnement des investisseurs, souligne le même responsable, ajoutant que l'étude et décisions d'autorisation sont effectués au niveau local. Dans ce cadre, deux sites ont été retenus pour abriter des projets aquacoles dans des cages flottantes dans les communes de Stidia et Sidi Lakhdar. L'un des deux sites couvre une surface de 2 ha sur terre à Stidia (15 km à l'ouest du chef-lieu de wilaya) destiné aux investisseurs désireux concrétiser des projets aquacoles en cages flottantes pour la production du loup de mer et de la daurade. Le deuxième site a été localisé à proximité du port de Sidi Lakhdar (50 km à l'est de Mostaganem) sur un hectare de

terre destiné également pour la production du loup de mer et de la daurade. Ces deux sites disposent des conditions requises pour développer cette activité, souligne-t-on de même source.

Chaque investisseur en aquaculture bénéficiera dans les deux sites d'une surface variant entre

800 m<sup>2</sup> pour l'élevage de moules, 1 000 et 2 500 m<sup>2</sup> pour l'élevage du loup de mer et daurade ainsi que la réalisation d'une base de vie et entre 5 et 20 ha pour l'élevage d'autres espèces en mer. Ces projets devront assurer une production annuelle de 5 600 tonnes de daurade et 450 tonnes

de loup de mer au site de Stidia et 1 800 t /an à Sidi Lakhdar. L'étude prise en charge par la direction de la pêche et les ressources halieutiques a permis de retenir 11 projets aquacoles à Stidia et 3 autres à Sidi Lakhdar, rappelle-t-on.

Khelil Y.

Mekri au sujet des prochaines élections :

## Une «nouvelle opportunité» pour bâtir un Etat prospère

LE PRÉSIDENT du Mouvement de la société pour la paix (MSP), Abderazak Mekri, a considéré, vendredi à Annaba, que les prochains rendez-vous électoraux représentent une «nouvelle opportunité» pour bâtir un Etat prospère. Les prochaines élections sont une occasion pour un nouveau départ fondé sur la coopération au service de l'intérêt général, a encore estimé Mekri qui présidait à la maison de la culture Mohamed-Boudiaf un regroupement régional des cadres de sa formation politique venus de 9 wilayas de l'est. Le président du MSP a lancé un appel à toutes les forces politiques pour un partenariat qui protège le pays et préserve ses intérêts. «Cet appel est mû par la responsabilité envers la préservation du pays et de l'avenir des futures générations», a affirmé Mekri qui a aussi plaidé pour faire des élections qui viennent une consécration de la volonté populaire. Le MSP, a ajouté son responsable, est disposé à engager avec toutes les forces agissantes un partenariat au sein duquel tous doivent consentir des concessions. Il a aussi affirmé que son parti n'acceptera pas d'être exploité «comme ornement de façade». Selon Mekri qui a inscrit ce regroupement dans le cadre des séries de rencontres périodiques de concertation au sein du parti, les indices économiques actuels du pays sont «difficiles» et les solutions basées sur «la fiscalité seront inefficaces».

Yanis G.

Selon le site américain d'information énergétique Oil Price

# «L'Algérie aura un rôle-clé dans tous les futurs accords de l'Opep»

■ L'Algérie qui a facilité les négociations sur un accord de gel de production entre les deux rivaux pétroliers, l'Arabie saoudite et l'Iran, va jouer un rôle essentiel dans tous les futurs accords de production de l'Opep, a indiqué le site américain spécialisé dans l'information énergétique Oil Price.

Par Salem K.

Dans un article intitulé «*Pourquoi l'Algérie va devenir un élément-clé dans tous les accords Opep*», Oil Price explique que l'Algérie a réussi grâce à ses relations de longue date avec l'Arabie saoudite et l'Iran à rapprocher les deux antagonistes pétroliers, connus pour leur différend au sein de l'organisation.

Le ministre de l'Energie, Noureddine Boutarfa, qui a assisté aux différentes discussions privées entre les deux rivaux pétroliers, a été à l'origine de ce rapprochement en incitant les responsables saoudiens et iraniens à s'engager dans un accord unifié, écrit ce site qui fournit l'information sur le pétrole aux grands médias de l'Amérique du nord comme CNN Money, Yahoo Finance, Nasdaq, CNBC, Business Insider et Time Magazine. Oil Price souligne que les discussions lors du 23e Congrès mondial de l'énergie tenu dernièrement à Istanbul, «*ont pris une tournure surprenante lorsque le ministre de l'Energie algérien a pris les devants dans cette affaire*» pour faire avancer les négociations sur l'accord d'Alger. L'Algérie a réussi à faciliter les négociations préalables



entre les deux pays en les ramenant à la table des négociations, alors qu'ils avaient par le passé échoué à se mettre d'accord sur les principaux aspects de l'accord, relève encore Oil Price.

Affectée par la chute des cours de pétrole qui ont réduit ses exportations, l'Algérie a œuvré pour la réussite de ces négociations qui vont aider les pays membres de l'Opep à retrouver leur stabilité économique. Oil Price explique que les préoccupations à l'égard de la participation des autres pays

hors Opep à cet effort de stabilisation du marché sont, toutefois, croissantes malgré les déclarations du président Russe, Vladimir Poutine, qui avait annoncé la volonté de son pays de coopérer avec l'Opep pour redresser les cours. Selon ce média, des responsables pétroliers russes à l'instar d'Igor Setchine, vice-président de Rosneft et du ministre de l'Energie, Alexander Novak, ne partageaient pas l'avis de Poutine sur cette question.

La prochaine réunion de

l'Opep, prévue le 30 novembre à Vienne, devrait évoquer la contribution russe à la mise en œuvre d'un accord sur un gel de la production, dont le principe a été approuvé lors de la réunion de l'organisation à Alger. La phase la plus difficile consiste à définir les contributions des pays membres de l'Opep pour ramener leur plafond de production entre 32,5 et 33 mbj, estime Oil Price.

Mais considère que l'«*Opep est sur la bonne voie vers la baisse de sa production*» qui va se

traduire par une remontée rapide des cours, prévoit le média américain en s'appuyant sur les anticipations du ministre du Pétrole saoudien, Khalid Al-Falih, qui table déjà sur un possible rebond à 60 dollars d'ici la fin de l'année. Si la Russie participe à cette réduction, les conséquences seront positives pour toutes les grandes compagnies pétrolières russes et celles des pays membres de l'Opep qui vont largement bénéficier de l'accord d'Alger. «*Le succès de l'Opep signifierait le retour de la croissance économique à des pays comme l'Algérie en augmentant la valeur de leurs monnaies locales*», a conclu le média américain.

## Les cours du pétrole en hausse

Les cours du pétrole ont légèrement monté vendredi, sans grosse prise de risque par les investisseurs, à l'issue d'une semaine une nouvelle fois marquée par les doutes et les espoirs sur une réduction conséquente de l'offre par l'Opep et d'autres producteurs. Le prix du baril de «light sweet crude» (WTI), référence américaine du brut, a gagné 22 cents à 50,85 dollars sur le New York Mercantile Exchange pour le contrat pour décembre, dont c'était le premier jour comme cours de référence. «*On dirait que l'on manque de direction*», a reconnu Gene McGillian, de Tradition Energy. Beaucoup d'observateurs voient un signe d'optimisme général dans le fait que les cours se maintiennent au-dessus de ce seuil symbolique. Pour l'heure, néanmoins, «*l'embellie des cours semble provisoirement stoppée par les incertitudes quant à savoir si l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) va ou non rééquilibrer l'offre et la demande sur le marché*», a expliqué M. McGillian. L'Opep a relancé fin septembre le marché en annonçant un accord de principe sur une baisse de la production entre ses membres, qui doivent encore le concrétiser lors du sommet de novembre et que les investisseurs espèrent voir rejoindre par la Russie. Avant une rencontre ce week-end entre les ministres russe et saoudien de l'Energie, Riyadh étant l'acteur dominant de l'Opep, Moscou a néanmoins semblé temporiser, alors que le marché avait déjà souffert la veille de propos jugés peu engageants du géant public pétrolier Rosneft.

S. K./APS

## Industries électroniques

### L'ENIE va diversifier sa production

Quatre nouvelles unités de production seront mises en service «*avant la fin de l'année en cours*» au niveau de l'Entreprise nationale des industries électroniques (ENIE) de Sidi-Bel-Abbès, a appris l'APS du P-DG de cette entreprise, Djamel Bekara. La mise en service de ces nouvelles unités s'inscrit dans le cadre du plan de développement de l'entreprise. Elles seront réceptionnées au courant de ce dernier trimestre de l'année. Il s'agit de la nouvelle usine d'intégration électronique, de l'unité d'encapsulation des panneaux photovoltaïques, ainsi que des laboratoires de mesure et de maintenance professionnelle du matériel électronique et également des laboratoires de recherche et de développement. Dans ce cadre, il sera procédé à l'ouverture d'une nouvelle usine d'intégration électronique, la première du genre à l'échelle nationale. Elle remplacera l'usine ravagée par un incendie survenu l'année dernière. Les travaux de rénovation avoisinent actuellement les 60%.

#### Equiper 750 points d'éclairage de photovoltaïques

Cette usine sera dotée d'équipements et d'installations technologiques «High-Tech» importés des USA et en mesure d'augmenter la cadence de la production et sa diversification et en plus d'offrir l'opportunité de créer de nouveaux postes de travail, a précisé le même responsable. «*Dans cette optique, notre entreprise a lancé un programme de*

*formation au profit de son personnel*», a indiqué M. Bekara, soulignant que dix ingénieurs électroniques de l'entreprise ont suivi cette année une formation aux Etats-Unis, en plus de 25 autres qui ont déjà bénéficié d'une formation similaire les deux dernières années dans le but «*d'optimiser au mieux le rendement de cette unité*», a précisé le même responsable. Par ailleurs, l'unité d'encapsulation des panneaux photovoltaïques se trouve actuellement dans «*sa phase d'essai*», a expliqué le chef de projet, Mohamed Bourassi. Il a rappelé que le projet a été scindé en trois parties : l'aménagement du site, l'acquisition du matériel de production et la formation des ingénieurs aux USA. Cette unité fabriquera des panneaux destinés pour les secteurs public et privé. Comme première expérience, l'unité a déjà commencé à équiper 750 points d'éclairage public au niveau des rues de Sidi Bel-Abbès. Cette expérience devra être généralisée à toutes les communes de la wilaya et «*aura un impact sur la préservation de l'environnement et permettra une baisse remarquable des factures d'électricité*», a expliqué le même responsable. Autre exemple d'utilisation de ces panneaux photovoltaïques, l'aéroport international «Ahmed-Ben-Bella» d'Oran. Il a été équipé par le même système avec la réalisation de 350 luminaires de même que l'usine de matériel agricole de Sidi-Bel-Abbès, équipée avec 250 points d'éclairage public, a révélé Mohamed Bourassi. Ce responsable estime que l'usine a acquis une solide expé-

rience dans le domaine de la réalisation des panneaux solaires destinés à l'éclairage public, un procédé qui devra être généralisé sur l'ensemble du territoire national dès l'entrée en service de l'usine. «*Nous ambitionnons de devenir leader dans le domaine avec un service de qualité et à moindre coût*», a-t-il précisé. Des laboratoires de recherche, de développement, de mesures et de maintenance professionnelle de l'outil électronique seront également ouverts dans le cadre de la promotion de la production locale et le renforcement de la recherche scientifique. Ces laboratoires seront équipés avec un matériel à la pointe de la technologie et qui seront mis, selon le P-DG de l'ENIE, à la disposition des universités au niveau local, voire régional, dans le cadre de conventions pour renforcer la recherche scientifique dans le domaine de la fabrication et l'accompagnement de l'industrie. Concernant la stratégie de production de l'Entreprise, son P-DG a souligné que l'ENIE se limitera plus à la production des téléviseurs, qui restera une filière de l'entreprise, pour passer à la diversification de ses produits à l'instar des panneaux solaires, le matériel médical, la télécommunication, l'informatique, les micro-portables, les smartphones qui constitueront une valeur ajoutée.

L'ENIE produit chaque année quelque 80 000 téléviseurs de différents modèles et 20 000 récepteurs, en plus de 20 000 tablettes, rappelle-t-on.

Houari T.

Tizi-Ouzou

# Inscrire la protection de l'environnement dans un contexte de création de richesse

■ Il a été recommandé aux responsables de la direction de l'environnement de se rapprocher des citoyens et de tenter de leur expliquer le «bien-fondé» des projets et leur apport pour l'environnement et la santé publique.

Par Hocine H.

Le ministre des Ressources en eau et de l'Environnement, Abdelkader Ouali, a appelé jeudi les responsables du secteur dans la wilaya de Tizi Ouzou à inscrire les opérations liées à la protection de l'environnement dans le cadre d'une vision économique visant à créer de la richesse. Une vision qui se concrétisera à travers une véritable valorisation des déchets basée sur le tri et le recyclage qui constituent un «véritable gisement de matières premières», a-t-il soutenu lors d'une visite de travail dans la wilaya.

Au Centre d'enfouissement technique (CET) d'Oued Falli qui gère actuellement les déchets d'une vingtaine de communes, le ministre a insisté sur l'impératif d'encourager le tri des ordures qui concerne actuellement 2% de la totalité des déchets enfouis au niveau du site.

Il a invité les responsables de l'établissement à s'ouvrir sur des opérateurs économiques qui seraient intéressés par le tri et le recyclage des déchets au niveau national puisque les déchets recyclables peuvent alimenter les différents segments de l'industrie en matière première, tout en contribuant à la création de l'emploi.

Dans le même sillage, M. Ouali a donné des instructions pour lever les contraintes empêchant la mise en service effective du centre de tri aménagé à l'intérieur du CET, notamment la réalisation du sol en hypoxie prise en charge par la direction de l'administration locale et qui a connu un grand retard dans la réalisation.

Au volet aménagement extérieur, le premier responsable du secteur a préconisé des opéra-



PH. &gt; D. R.

tions d'embellissement à travers la plantation d'arbres et la création d'espaces verts tout autour des espaces réservés à la gestion des déchets.

Il a également mis l'accent sur le traitement des odeurs qui se dégagent du site à travers des opérations qui seront menées en collaboration avec des entreprises spécialisées dans le domaine.

Abordant les trois projets du centre d'enfouissement technique en souffrance à Aghribs, Mizrana et Boubhir, le ministre a recommandé aux responsables de la direction de l'environnement de se rapprocher des citoyens et de tenter de leur expliquer le «bien-fondé» des projets et leur apport pour l'envi-

ronnement et la santé publique. M. Ouali s'est arrêté, lors de son déplacement, au Centre de traitement des déchets de soins à risque infectieux (DASRI) implanté au niveau du site d'Oued Falli. Le directeur du CHU Nedir-Mohammed de Tizi Ouzou a expliqué que le centre a été créé pour permettre le déplacement des deux incinérateurs des déchets hospitaliers implantés à Belloua, sur les hauteurs de la ville, et qui étaient à l'origine de plusieurs désagréments.

Le centre implanté à proximité du centre d'enfouissement technique prend actuellement en charge tous les déchets des établissements sanitaires publics et privés de la wilaya ainsi que certaines structures activant au

niveau des wilayas de Sétif et Béjaïa.

Durant les neuf premiers mois de l'année 2016, les quantités de déchets hospitaliers à risque infectieux traités étaient de 208,816 tonnes, a indiqué P. Ziri qui a reçu des instructions du ministre pour aller vers le contrôle des cliniques privées et s'assurer que leurs déchets sont d'abord triés puis acheminés dans leur totalité vers ce centre dont l'aménagement a coûté 182 millions de DA.

## Le lycée de Boujdima sera réceptionné avant la fin 2016

Le lycée de 1 000 places pédagogiques de Boujdima

dans la daïra de Makouda, à une vingtaine de kilomètres au nord de Tizi Ouzou, sera réceptionné avant la fin de l'année en cours, a-t-on appris, jeudi, du président de l'Assemblée populaire communale (APC).

Le chantier connaît un bon avancement puisque les gros travaux sont pratiquement achevés et l'entreprise entamera la réalisation des voiries et des réseaux divers, a précisé Smail Boukherroub.

Le bloc pédagogique et le réfectoire de cet établissement inscrit en remplacement à l'ancien lycée en préfabriqué sont finalisés à 100%, tandis que la salle de sports a atteint un taux d'avancement de 85% contre 80% pour les logements de fonction, a-t-il indiqué.

La structure lancée en réalisation en 2012 dans le cadre d'un programme de la direction de l'éducation portant remplacement des établissements en préfabriqués en de nouvelles infrastructures en dur a connu un grand retard, et sa réception programmée initialement pour la rentrée scolaire 2015-2016 a finalement été décalée de plusieurs mois, a-t-il rappelé.

Actuellement, les lycéens des 14 villages de la commune de Boujdima suivent leur scolarité au niveau des deux CEM de Yafaden et de Boujdima-centre. Une situation très contraignante pour les élèves ainsi que pour les enseignants contraints de faire la navette entre les deux établissements distants de plus d'un kilomètre, a-t-il observé.

Sur un autre volet, le P/APC a annoncé un projet de raccordement de toutes les écoles primaires de la commune, au nombre de huit, au réseau de gaz naturel, ce qui contribuera à l'amélioration des moyens de chauffage et de restauration.

Le projet sera lancé dans une première phase au niveau des écoles primaires de Boujdima-centre, Imsalliten et Issaradjen, avant d'être élargi vers le reste des établissements de la commune, a-t-il fait savoir. Il a précisé également que tous les établissements de l'enseignement primaire sont dotés de cantines scolaires et de chauffage.

Le ramassage scolaire est assuré à tous les élèves du cycle primaire des zones éparses, à l'instar d'Ighil Bouafir, Laoudez et Cheria, en plus des lycéens de certains villages de la partie Est de la commune, comme Tarihant, Agouni Oufkous et Tikaâtine, a-t-il souligné.

Trois minibus de l'APC et quatre autres bus privés conventionnés avec la mairie s'occupent du ramassage scolaire, a-t-il encore affirmé.

Farid G.

H. H./APS

Oran

## Le 13<sup>e</sup> Salon «Batiwest Logibat 2016» ouvre ses portes

Pas moins de 240 exposants prennent part, dont près de la moitié pour la première fois, au 13<sup>e</sup> Salon international «Batiwest-Logibat 2016», ouvert mercredi au Palais des expositions de Medina Djedida, à Oran.

La Pologne, invité d'honneur de cette manifestation, participe avec huit entreprises, aux côtés d'autres exposants représentant une trentaine de sociétés en provenance d'Allemagne, de Belgique, d'Espagne, d'Italie, de la Tunisie et du Maroc, en plus d'entreprises nationales disposant d'un savoir-faire dans le secteur des matériaux de construction et des activités connexes.

C'est le cas du groupe Soprec, notamment avec sa filiale «Placo-distribution» qui fabrique de faux plafonds démontables à base de plâtre. Président l'ouverture de cette manifestation, le wali d'Oran a félicité les res-

ponsables de cette entreprise de réalisation récente, qui a «contribué, en l'espace de six mois, à réduire du dixième la facture d'importation en 6 mois seulement de ce produit», a-t-on relevé.

«Notre objectif est de réduire de 50% la facture d'importation de ce produit certifié, d'ici à 2018», a indiqué à la presse le P-DG de Sprec, Hadj Larbi Benadellah.

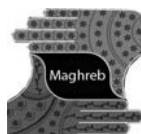
«Le secteur du bâtiment et de la construction recèle des marges de croissance incontestables», a soutenu, pour sa part, Boumedinène Mahsas, responsable commercial au complexe «Bordj Steel», une filiale du groupe Benhamidi, spécialisée dans la fabrication des panneaux sandwich et galvanisés et charpentes métalliques.

«La dynamique enregistrée dans ce secteur est une réalité qui se renforce d'année en année», a souligné, pour sa part, le manager général du groupe international

«Sogexpo international», Ouali Zoubir, organisateur de cet événement, initié sous le slogan «Algérie 2016 : perspectives et réalisation durable».

«Le salon se veut une véritable plateforme d'échanges d'expériences, de techniques de réalisation et de savoir-faire. Il se propose d'être aussi une opportunité pour une mise en relation d'affaires professionnelles entre les opérateurs nationaux et étrangers», a-t-il ajouté.

Cette 13<sup>e</sup> édition qui est marquée par la participation d'établissements bancaires, a permis de regrouper des profils divers, tels que les entrepreneurs fabricants, les prestataires de services, les fournisseurs de solutions électriques, outre les entreprises de production, dans la perspective de nouer des relations d'affaires, de transfert de technologies et de savoir-faire.



## Sahara occidental

# La maire de la ville espagnole de Molina de Seguro dénonce «la situation déplorable des droits de l'homme»

■ La maire de la ville de Molina de Seguro (province de Murcie, Espagne), Esther Clavero Mira, a dénoncé, jeudi soir dans un regroupement de soutien au peuple sahraoui organisé devant le siège de sa commune, «la situation déplorable des droits de l'homme dans les villes occupées du Sahara occidental».

Par Moncef F.

Cette responsable espagnole qui a participé à ce regroupement de solidarité au côté de l'ensemble des élus de son conseil communal représentant plusieurs partis politiques a demandé à la communauté internationale et aux responsables du gouvernement espagnol d'adopter «des positions fermes pour l'application des résolutions onusiennes relatives à l'organisation d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental afin de permettre au peuple sahraoui de choisir et de décider librement et démocratiquement de son avenir». Esther Clavero a par ailleurs réaffirmé que le conseil qu'elle préside continuera activement à revendiquer la «libération des prisonniers de Gdeim Izik ainsi que tous les autres prisonniers politiques sahraouis détenus dans les prisons marocaines», tout en demandant «l'annulation de tous les textes interdisant la mobilité et la liberté de déplacement de et vers le Sahara occidental». Le représentant du Front Polisario dans la région de Murcie, Mohamed Bellat Mustapha, qui a tenu à remercier la ville de Molina de Seguro (citoyens et élus) pour leur soutien indéfectible à la cause sahraouie, a souligné que les tentatives marocaines visant à dissuader la résistance sahraouie pacifique ne peuvent que «donner plus de volonté à la population sahraouie et aux pri-

sonniers de Gdeim Izik de résister davantage jusqu'au recouvrement de la liberté et de l'indépendance». Ce regroupement qui s'est déroulé dans la soirée de jeudi en présence d'élus, de citoyens espagnols et des membres de la communauté sahraouie de Murcie, s'inscrit dans la continuité des manifestations programmées dans les journées culturelles sahraouies dans cette région espagnole. Ces journées qui prennent fin vendredi ont permis à la communauté universitaire particulièrement et aux citoyens de cette région espagnole de découvrir de nombreuses facettes de la culture sahraouie et également de prendre connaissance des souffrances du peuple sahraoui qui lutte pacifiquement depuis plus de 40 ans. L'occasion a été également saisie par les responsables sahraouis et responsables universitaires et politiques espagnols pour examiner les voies et moyens à mettre en œuvre pour renforcer et promouvoir les relations de coopération dans divers domaines et notamment celui de l'enseignement supérieur.

## L'illégalité marocaine de l'occupation du Sahara occidental est la «question sensible» au Maroc

L'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT-France) a estimé vendredi que



l'illégalité marocaine de l'occupation du Sahara occidental est la «question sensible» au Maroc, soulignant que ce pays «empêche toute discussion» sur le sujet. «L'illégalité de l'occupation marocaine du Sahara occidental est la question sensible au Maroc. Le royaume chérifien s'emploie depuis des années à empêcher toute discussion sur le sujet à coups d'arrestations, tortures, condamnations, diffamation et expulsion d'observateurs étrangers», a affirmé Hélène Legeay, responsable Maghreb et Moyen-Orient à l'ACAT, en réaction de l'expulsion du Maroc, jeudi, de la militante française des droits de l'homme, Claude Mangin.

Claude Mangin, épouse du militant sahraoui Naâma Asfari, détenu politique depuis 2010 au

Maroc et «condamné à l'issue d'un procès inéquitable et victime de torture», s'est rendu mercredi au Maroc pour rendre visite à son mari, a été refoulée jeudi hors du territoire marocain, après avoir passé 24 heures à l'aéroport de Casablanca.

Le communiqué de l'ACAT rappelle que le ministère marocain de la Communication avait interdit la diffusion du quotidien français *Libération* lors de la parution d'un article sur Claude Mangin et Naâma Asfari, le 30 août dernier.

Les autorités marocaines ne sont pas à leur première expulsion des personnes acquises à la cause sahraouie. En avril dernier, huit juristes internationaux ont été arrêtés puis expulsés du Maroc au motif de «menaces graves et imminentes à la sûreté

du Maroc». Dans un communiqué publié jeudi, rappelle-t-on, l'Association française d'amitié et de solidarité avec les peuples d'Afrique a qualifié l'expulsion de Claude Mangin de «nouvelles représailles» des autorités marocaines à l'égard de celle qui a porté plainte pour torture auprès de la justice française et du Conseil des droits de l'homme de l'ONU. Pour rappel, le militant des droits de l'homme sahraoui, Naâma Asfari, et 23 autres militants sahraouis qui luttent pour la libération de leur peuple et l'indépendance de leur pays, le Sahara occidental, que l'ONU a classé en 1964 territoire non-autonome, ont été accusés de «meurtres de policiers et de militaires» et lourdement condamnés par un tribunal militaire marocain. M. F.

## Libye

### L'approche algérienne de règlement des conflits saluée

Les organisations continentales et onusiennes participant mercredi à la 9<sup>e</sup> réunion des pays voisins de la Libye ont appelé à l'unanimité à soutenir le processus politique de règlement de la crise libyenne et à accompagner la démarche des pays voisins pour le maintien de la stabilité dans la région, tout en saluant l'approche algérienne de règlement des conflits.

Le Représentant spécial du secrétaire général de l'ONU pour la Libye et chef de la Mission d'appui des Nations unies (Manul) dans ce pays, Martin Kobler, a affirmé dans son intervention lors de la réunion qu'«il ne peut y avoir une solution militaire en Libye, l'accord politique libyen est l'unique cadre et il n'y a pas d'alternative», a-t-il souligné, ajoutant que «même ceux qui critiquent cet accord soutiennent que c'est l'unique cadre permettant d'aboutir à une solution politique».

«Le Conseil présidentiel s'attelle actuellement à la formation

d'un nouveau gouvernement d'entente nationale», a-t-il indiqué, ajoutant que «cela offre une nouvelle opportunité pour dissiper les craintes des différentes parties libyennes concernées et trouver un terrain d'entente pour avancer».

Kobler a réaffirmé son soutien «fort» aux efforts déployés par le Conseil présidentiel pour aboutir à une décision consensuelle, ajoutant qu'en cas d'accord, «la chambre des représentants sera obligée d'approuver le gouvernement proposé». «C'est une occasion à ne pas rater», a-t-il souligné.

Il a précisé qu'au moment où les Libyens «assument pleinement leurs responsabilités dans la détermination de leur sort», les forces régionales jouent également un rôle important dans l'avenir du pays, selon Kobler qui a encouragé celles-ci à soutenir le conseil présidentiel dans ses efforts pour la formation d'un nouveau gouvernement d'entente nationale.

Le secrétaire général adjoint du département de l'action extérieure de l'Union européenne (UE), John Christophe Belliard, a souligné de son côté l'importance de la réunion de mercredi pour l'UE, précisant qu'«elle a permis d'entendre les points de vues et les positions des pays de la région qui sont le plus au fait du dossier de la crise en Libye et les plus touchés par la situation dans ce pays».

M. Belliard s'est félicité de l'invitation adressée à l'UE pour participer à cette réunion, soulignant l'importance du mécanisme des pays voisins dans l'aboutissement d'un processus positif.

Le responsable européen a également souligné «l'urgence d'un règlement de la crise libyenne eu égard à ses répercussions sur les pays de l'UE après avoir impacté tous les pays voisins», souhaitant la mise en œuvre des décisions du mécanisme des pays voisins de la Libye. Pour sa part, le représentant de la Ligue

arabe, Abdelatif Abid, a salué la réunion de Niamey qui, a-t-il dit, reflète la détermination des pays voisins à déployer davantage d'efforts pour aboutir à un règlement politique qui préserve l'intégrité territoriale de la Libye et l'unité de son peuple.

M. Abid a également salué le rôle de l'Algérie depuis le début de la crise à travers son approche fondée sur l'encouragement du dialogue et de la réconciliation nationale et son initiative dans la création du mécanisme des pays voisins devenu aujourd'hui un mécanisme important dans le soutien aux efforts pour un règlement politique en Libye.

Le responsable arabe a en outre affirmé que les appels au rejet d'une intervention militaire en Libye depuis le début de la crise en 2011 étaient fondés, et pour preuve, a-t-il dit, «nous convenons tous aujourd'hui de la nécessité d'un règlement pacifique en tant qu'unique solution susceptible de mettre un terme à

cette crise». Abondant dans le même sens, le représentant de l'UA, Pierre Buyoya, a réaffirmé le soutien de l'instance qu'il représente à la démarche des pays voisins de la Libye, ainsi que la volonté des Libyens pour une solution pacifique à la crise libyenne en vue d'instaurer la stabilité et le développement dans la région et dans tout le continent.

La restauration de la paix et de la stabilité est une priorité pour l'UA qui n'a cessé d'appeler à l'accompagnement des peuples africains dans la réalisation de la stabilité et du développement, a-t-il souligné.

Les travaux de la 9<sup>e</sup> réunion ministérielle des pays voisins de la Libye ont pris fin jeudi dans la capitale nigérienne Niamey avec la participation des pays voisins (l'Algérie, la Tunisie, l'Égypte, le Soudan, le Tchad et le Niger), ainsi que des représentants de l'ONU, l'UA, de la Ligue arabe et de l'UE en tant qu'observateur.

R. M.



Irak

# Les forces de sécurité tentent d'éliminer les jihadistes encore à Kirkouk

■ Des affrontements entre forces de sécurité et jihadistes du groupe État islamique (EI) se poursuivaient hier à Kirkouk, dans le nord de l'Irak, où des attaques de l'EI ont fait au moins 46 morts et pris les autorités par surprise en pleine offensive militaire sur Mossoul.

Au sixième jour de l'offensive des forces irakiennes sur Mossoul, dernier bastion des jihadistes en Irak, Bagdad a dû envoyer des renforts vers Kirkouk pour débusquer les combattants de l'EI, snipers et potentiels kamikazes, encore présents dans cette ville sous contrôle kurde où un couvre-feu total a été maintenu. Les opérations militaires pour reprendre à l'EI la deuxième ville d'Irak, qu'il contrôle depuis juin 2014, seront au cœur d'une visite



Ph. &gt; D. R.

à Bagdad hier du secrétaire américain à la Défense Ashton Carter, dont le pays dirige la coalition internationale antijihadistes qui soutient les forces irakiennes. Dans une tentative de détourner l'attention du front de Mossoul, des jihadistes avaient attaqué aux premières heures de vendredi divers bâtiments gou-

vernementaux de Kirkouk et pris position dans plusieurs quartiers de cette ville. Des habitants s'étaient notamment réveillés au son de louanges à la gloire de l'EI scandées par les hauts-parleurs d'une mosquée où des assaillants étaient entrés. Cette attaque a fait 46 morts et 133 blessés, principalement des membres des forces de sécurité, a déclaré à l'AFP un responsable militaire du ministère irakien de l'Intérieur. Ce bilan a été confirmé de source médicale à Kirkouk. Quarante-huit jihadistes ont également été tués dans l'attaque, a indiqué le chef de la police de Kirkouk. Un jihadiste arrêté vendredi a affirmé que l'attaque avait été planifiée par le chef de l'EI, Abou Bakr al-Baghdadi, pour «réduire la pression sur le front de Mossoul», selon des propos qu'il a tenus lors d'un premier

interrogatoire auquel un journaliste de l'AFP a assisté. Selon le gouverneur de la province de Kirkouk, l'EI a probablement activé des cellules dormantes pour mener à bien ce raid de type «*inghimasi*», terme décrivant une opération menée par des hommes ceinturés d'explosifs, actionnés en dernier recours, pour semer la panique et faire un maximum de victimes plutôt que d'atteindre un objectif militaire précis. Hier, les forces fédérales ont avancé à Qaraqosh selon le commandement joint des opérations. La prise totale de cette ville, qui était peuplée de chrétiens avant l'arrivée de l'EI, permettrait de s'approcher de la périphérie Est de Mossoul. Les combattants kurdes menaient parallèlement une opération au nord-est de Mossoul mais se plaignaient d'une couverture aérienne jugée insuffisante de la part de la coalition internationale. Les jihadistes ont toutefois effectué des dizaines d'attaques suicides pour ralentir la progression des forces de sécurité. Une source gouvernementale française a indiqué à l'AFP que l'entrée dans Mossoul même ne se ferait pas avant un mois. Avec 3 000 à 4 500 jihadistes à l'intérieur de la ville pour contrer des dizaines de milliers de membres des forces de sécurité, la bataille de Mossoul paraît déséquilibrée mais il faudra probablement engager une vaste guérilla urbaine contre les jihadistes dans une cité qui compte plus d'un million d'habitants. La communauté internationale et des ONG s'inquiètent particulièrement du sort de ces civils qui resteront piégés dans la ville tant que les forces

de sécurité ne s'en seront pas suffisamment rapprochées pour mettre en place des couloirs d'évacuation. Selon des habitants contactés par l'AFP, les conditions de vie se détériorent de jour en jour à Mossoul et les réserves de nourriture diminuent alors que la paranoïa des informateurs de l'EI ne fait qu'augmenter. A Bagdad, la visite non annoncée du chef du Pentagone doit lui permettre de rencontrer le chef militaire de la coalition internationale, le général américain Stephen Townsend, et le Premier ministre irakien Haider al-Abadi. Mais elle doit aussi servir à aplanir le différend entre Bagdad et Ankara sur la participation de troupes turques aux opérations de reprise de Mossoul, à laquelle le gouvernement irakien a dit être opposé. La Turquie dispose d'une base militaire au nord de Mossoul. Selon M. Carter, un accord de principe pour une telle participation a toutefois été trouvé entre les parties mais il faut encore en définir les «modalités pratiques». Le secrétaire américain à la Défense entend également discuter à Bagdad des efforts nécessaires pour que Mossoul, une fois reconquise, puisse retourner à une vie normale. «Il y aura un gros travail de reconstruction et de stabilisation à faire», a déclaré le chef du Pentagone aux journalistes qui l'accompagnaient. Il est «crucial» que ces efforts «ne soient pas en retard sur l'effort militaire en cours», a-t-il souligné. Les États-Unis, qui comptent plus de 4 800 soldats en Irak, apportent un soutien logistique important aux forces irakiennes.



## Points chauds

### Humiliation

Par Fouzia Mahmoudi

Depuis plus de dix ans la figure la plus médiatique et la plus médiatisée parmi les Verts est Cécile Duflot. Cette dernière, dès le début des années 2000, grâce à sa jeunesse et son dynamisme, s'est rapidement imposée et commence à faire le tour des plateaux télévisés, devenant une interlocutrice d'importance. Tant et si bien que lorsque François Hollande remporte la présidentielle en 2012 elle est choisie pour entrer au gouvernement et représenter son mouvement qui a aidé le candidat socialiste à s'imposer face à Nicolas Sarkozy. Mais après deux ans d'une relation houleuse avec le président, Duflot quitte le gouvernement et semble avoir gardé une certaine rancœur. Une rancœur qui s'exprime d'abord à travers un livre confession assasin, puis par sa volonté de diviser la gauche en proposant un candidat écologiste distinct pour la présidentielle, amenuisant ainsi la reverse de voix du PS. Mais ce qu'elle veut surtout s'est être la candidate qui bloquera le chemin de Hollande pour une possible, quoiqu'improbable, réélection. Est organisée alors une primaire au sein d'Europe Écologie Les Verts pour choisir le candidat officiel pour la présidentielle. Une formalité pour Duflot qui avait déjà commencé à parler de sa «*prochaine*» campagne. Mais les militants et sympathisants de gauche en ont, à la surprise générale, décidé autrement. En effet, donnée favorite aux primaires d'EELV, Cécile Duflot a été éliminée dès le premier tour. L'ancienne présidente du mouvement et ministre du Logement et de l'Égalité des territoires de mai 2012 à mars 2014 dans le gouvernement Ayraut, n'arrive qu'en troisième position, devant Karima Delli, mais derrière les députés européens Yannick Jadot et Michèle Rivasi qui sont donc qualifiés pour le second tour de cette primaire ouverte. Avec ce coup de théâtre dont les écologistes sont familiers lorsqu'ils organisent des primaires, le second tour verra donc s'opposer le 7 novembre deux élus issus de la société civile et se tenant éloignés des luttes et tractations d'appareil. Une défaite surprise que certains expliquent cependant assez simplement, selon ses détracteurs, elle paierait surtout sa «*personnalité irritante*» et sa manie de décider toute seule de ce qui est bon pour le parti, et plus généralement pour l'écologie. C'est Daniel Cohn-Bendit qui résume le mieux cet état d'esprit : «*Les écologistes ont voté, 12 000 personnes, n'ont pas fait payer à Cécile Duflot, comme maintenant certains essaient de le dire, sa participation au gouvernement. Ils lui ont fait payer le moi, moi, moi : s'il y a un gouvernement, c'est moi évidemment qui décide, pour sortir du gouvernement, c'est moi Cécile Duflot qui décide, pour la circonscription, la meilleure c'est pour moi, c'est toujours pour moi. Donc, ils lui ont fait payer que, Europe Écologie, c'était elle et c'est la catastrophe politique, donc ils l'ont éjectée*». Reste à savoir quel avenir politique aura encore celle qui vient d'être humiliée publiquement et surtout si les Verts sans Cécile Duflot qui rebutait certains électeurs réussiraient à tirer leur épingle du jeu lors de la présidentielle.

F. M.

## Venezuela

### L'opposition bat le rappel contre le président Maduro

L'opposition vénézuélienne, furieuse du gel du processus référendaire contre l'impopulaire président Nicolas Maduro, a appelé les Vénézuéliens à manifester dans tout le pays pour dénoncer le «*coup d'État*» perpétré, selon elle, par le gouvernement. Cette nouvelle poussée de fièvre du pays sud-américain, où la crise politique se double d'une grave crise économique, a été engendrée par l'annonce jeudi de la suspension de la collecte de signatures, étape préalable à l'organisation d'un vote pour ou contre le maintien de M. Maduro à la présidence, poste qu'il occupe depuis 2013 à la mort d'Hugo Chavez. Le Conseil national électoral (CNE), que l'opposition accuse de collusion avec le gouvernement, a évoqué des fraudes commises par l'opposition pour justifier la suspension. «*Il y a eu un coup d'État au Venezuela, on ne peut pas appeler cela autrement. L'heure est venue de défendre la Constitution de la République bolivarienne du Venezuela*», a lancé vendredi, hors de lui, Henrique Capriles, farouche opposant à M. Maduro

et figure de la Table pour l'unité démocratique (MUD) de centre droit. L'opposition, a-t-il précisé, va organiser aujourd'hui une «*séance extraordinaire de l'Assemblée nationale où des décisions seront prises*». Dans la journée, Lilian Tintori, épouse d'une figure de l'opposition de centre droit, Leopoldo Lopez, actuellement emprisonné, avait appelé à manifester hier. Un appel repris par Henrique Capriles, qui a fixé à mercredi une «*mobilisation dans tout le pays*». Devançant ces appels, des centaines d'étudiants sont descendus vendredi dans les rues de Caracas, appelant à la révocation du président. Depuis le Moyen-Orient où il est en déplacement, M. Maduro n'a pas directement évoqué le référendum à la télévision d'État vénézuélienne, mais il a demandé à ce que «*personne ne perde la tête*». Pour tenter une médiation, l'ancien Premier ministre espagnol José Luis Rodríguez Zapatero se réunira ce week-end séparément avec des délégués du gouvernement et de l'opposition, selon le vice-président

Aristobulo Isturiz. La collecte de signatures d'électeurs était la dernière étape pour la Table pour l'unité démocratique, majoritaire au Parlement, avant de pouvoir organiser un référendum révocatoire contre le chef de l'État socialiste. Il fallait pour cela, les 26, 27 et 28 octobre, réunir quatre millions de signatures, soit 20% de l'électorat, après une première étape où il avait déjà fallu en rassembler 1%. S'exprimant vendredi aux côtés d'Henrique Capriles, Henry Ramos Alup, président du Parlement, a annoncé que des représentants de l'opposition iraient au siège de l'Organisation des États américains (OEA) à Washington prochainement pour demander au secrétaire général de l'organisation, Luis Almagro, qu'il applique la Charte démocratique de l'OEA. Ce texte autorise l'organisation à intervenir diplomatiquement contre l'un de ses États membres s'il est considéré qu'une crise constitutionnelle y menace la démocratie. «*Aujourd'hui, nous sommes plus convaincus que jamais de la rupture démocratique au Venezuela*».





Salle Ibn Zeydoun de Riadh El Feth

# Mohamed Segueni anime à Alger un concert malouf et aissaoua

■ Le chanteur constantinois, à la voix pleine, Mohamed Segueni Abderrachid dit «Toto» a animé, jeudi soir à Alger, un concert dans le genre malouf et aissaoua, une musique du patrimoine algérien, pourtant peu programmée dans la capitale.

Par N. Cherfaoui

Dans un accoutrement traditionnel, le chanteur, au charisme imposant, fit son entrée sur la scène de la salle Ibn Zeydoun de l'Office Riadh El Feth, déplorant d'abord «une négligence flagrante dans la communication de l'évènement», ce qui a entraîné la présence d'un public très peu nombreux. Une occasion ratée pour le public algérois d'apprécier un genre musical relevé caractérisant l'est algérien, dérivé de la musique andalouse – qui compte également le genre «Sanâa» (région d'Alger) et le «Gharnati» (Tlemcen) – et qu'il n'a la chance de savourer que lors de festivals ou d'évènements nationaux. La vacuité des lieux n'ayant aucunement entamé l'expérience et le professionnalisme de l'artiste et ses huit musiciens, la trentaine de spectateurs présents a eu droit, près

de deux heures et demie durant, à un spectacle plein, où le patrimoine musical est algérien a brillamment été revisité. Une quinzaine de pièces du patrimoine malouf ont été entonnées par le chanteur à la voix ténor dans une interprétation de haute facture qui a vu les musiciens se surpasser de technique et de virtuosité, Youcef Bounaas au nay (flûte orientale), Nabil Taleb au violon et Abderrahim Smati à la percussion, notamment. Les pièces «Bachraf», «Regrig», «Ghab felk lahbab», «Halet aâla yediha», «Dalma», «Salah Bey», «Men djat ferquetek fi bali», «Zejel», «Ya ness ya kaoum», «Faha ez'zaharou fil boustène» et «Bel'lahou ya hamami», ont été rendues dans le plaisir à jouer et beaucoup de métier dans le doigté.

Dans la partie aissaoua, les «Kadriyet», «Ma aândi Zella», «Gh'zali winou» et «Guerreb essabah» ont enflammé le petit



public de mélomanes qui a eu et des applaudissements nourris, savourant ce moment de

musique dans l'allégresse et la volupté. Interprétant de belles mélodies du terroir, avec des textes d'une grande profondeur datant du siècle dernier, écrits par des poètes érudits et dans des rythmes composés comme le Zendali et Chaïb ou ch'bab, l'artiste a embarqué l'assistance dans une randonnée onirique. Dirigés d'une main de maître par Mohamed Segueni Abderrachid, les musiciens éprouvaient du plaisir à jouer et reprenaient les refrains dans des tours de choral plaisants. Né en 1960 à Constantine au sein d'une lignée de quatre générations de musiciens, Mohamed Segueni s'est formé en se frottant à de grands maîtres comme Kader Toumi, Mohamed Tahar Fergani et Kadour Darsouni. Violoniste et chef d'orchestre, il crée sa propre formation en 1977, maîtrisant aussi bien le Malouf que le genre Aissaoua, grâce à un fort tempérament et une aisance dans l'interprétation immédiatement perceptible.

Perfectionnant son art à «l'oreille musicale», le «Cheikh» s'est affirmé comme l'un des chanteurs classiques les plus en vue de Constantine. Nourrissant son art de spiritualité, Mohamed Segueni Abderrachid, devenu artiste à vocation universelle, a déjà représenté l'Algérie à diverses occasions dans plusieurs pays étrangers, aux Etats-Unis, au Canada, en Russie et en France, notamment. Le concert de Mohamed Segueni Abderrachid a été programmé à Alger pour une représentation unique.

A. S./APS

## RENDEZ-VOUS CULTURELS

Palais des raïs (Bastion 23, Alger) :

Jusqu'au 27 octobre : Exposition «Cartographie des forteresses d'Oran» du Centre géographique de l'armée espagnole.

Projection films aux Issers L'ONCIC met en exécution un programme de projection de films algériens à la salle des Issers, dans la wilaya de Boumerdès.

Du 6 au 19 octobre : Projection de «Machahou» de Belkacem Hadjadj à raison de trois séances : 14h-17h-20h.

Du 20 octobre au 5 novembre : Projection du long métrage «Zabana!» de Saïd Ould-Khelifa à raison de trois séances : 14h-17h-20h. Musée national du Bardo Jusqu'à la fin de l'année : Exposition «L'Algérie dans la préhistoire».

## 27<sup>es</sup> Journées cinématographiques de Carthage Deux films algériens en compétition

Les longs métrages de fiction «Maintenant ils peuvent venir» et «A mon âge je me cache encore pour fumer» des réalisateurs algériens Salem Brahimi et Ryahana Obermeyer sont en compétition officielle des 27<sup>es</sup> Journées cinématographiques de Carthage (Jcc), prévues du 28 octobre au 5 novembre prochain à Tunis, selon les organisateurs. Les deux films algériens concourent aux côtés de onze autres œuvres de cinéastes arabes et africains dans la section «Première œuvre, Prix Tahar Cheraa», une des quatre catégories de la compétition des Jcc qui célèbrent cette année leur cinquante ans d'existence, selon le programme publié sur le site Internet de la manifestation.

Réalisé en 2015, «Maintenant ils peuvent venir» est une adaptation du roman éponyme de l'écrivain algérien Arezki Amellal. Il évoque la période des années 1990 de violence terroriste à travers l'histoire de Nourredine (interprété par le chanteur et musicien Amazigh Kateb) et de sa femme Yasmina (Rachida Brakni). Ce film avait

récemment remporté le «Annab d'Or» du meilleur film et le Prix d'interprétation masculine lors du 2<sup>e</sup> Festival de Annaba du film méditerranéen. Adapté d'une pièce de théâtre créée en 2009 et écrite par la réalisatrice native de Bab el Oued et installée en France, «A mon âge je me cache encore pour fumer» (2016) est une «tragi-comédie» sur la condition des femmes se déroulant dans un hammam. Les deux longs métrages algériens en compétition aux 27<sup>es</sup> Jcc ont été coproduits par la société «Kg productions», créée par le célèbre cinéaste grec Costa-Gavras.

Un total de 68 œuvres cinématographiques seront en compétition dans les différentes sections des Jcc, en plus de projections parallèles dédiées aux cinémas tunisien, russe ou encore asiatique. La soirée d'ouverture des 27<sup>es</sup> Jcc sera pour sa part marquée par la projection en hors-compétition du film «Fleur d'Alep» du réalisateur tunisien Riadha Behi. Les organisateurs de l'édition 2016 des Jcc, considérées comme une

des plus vieilles manifestations cinématographiques du continent africain, ont également prévu un programme spécial pour son cinquantième, à travers, entre autres, un colloque international, des projections de films restaurés, des concerts et des expositions. Plusieurs hommages seront par ailleurs rendus à des cinéastes arabes africains, européens et asiatiques à l'exemple du réalisateur égyptien Youssef Chahine (disparu en 2008), et du cinéaste iranien Abbas Kiarostami (disparu en 2016). Fondées en 1966 par le cinéaste tunisien Tahar Cheraa, les Journées cinématographiques de Carthage ont pour objectifs de mettre en avant le cinéma d'Afrique subsaharienne et du monde arabe, créer des ponts de dialogue entre le Nord et le Sud et proposer des rencontres entre cinéastes et amoureux du cinéma. L'édition 2015 des Jcc avait décerné quatre Prix au cinéma algérien dont le «Tanit d'or», plus haute distinction des Journées, remportée par le réalisateur Hassan Ferhani pour son documentaire «Fi Rassi rond».

## 17<sup>e</sup> Festival du monde arabe de Montréal Forte participation algérienne

Des concerts d'artistes, des conférences de chercheurs et des projections de films algériens sont programmés au 17<sup>e</sup> Festival du monde arabe de Montréal (FMA, Québec), prévu du 29 octobre au 13 novembre prochains, selon les organisateurs. La chanteuse algérienne de musique pop, Amel Zen, le guitariste et musicien de Diwan algéro-canadien, Abdelhak Benmedjbari, ainsi que la formation «Tribale» dont fait partie le groupe algérien de musique traditionnelle de Béchar, El Ferda, animeront des concerts aux côtés d'artistes

d'Amérique du Nord, d'Europe, du Maghreb et du Moyen-Orient, selon le programme du Festival. Outre les concerts, des projections de films algériens «Fadhma N'soumer» (Belkacem Hadjadj, 2015), «Les terrasses» (Merzak Allouache, 2013), «Maintenant ils peuvent venir» (Salem Brahimi, 2015), et «Montréal la blanche» (Bachir Bensaddek, 2016), sont prévues lors de la manifestation, intitulée «Aurores, chants du jour en pleine nuit». L'histoire de l'Algérie devra être évoquée à travers une lecture musicale de la comédienne québécoise Mireille Tawfik d'un

texte de sa compatriote Pascale Rafie, consacré à la moudjahida Djamilia Bouhired, «symbole de la résistance» durant la guerre d'indépendance algérienne. Au chapitre des conférences de ce 17<sup>e</sup> FMA, l'islamologue franco-algérien et ancien mufti de Marseille, Soheib Bencheikh, devra présenter une communication sur les «Femmes: le défi de l'islam au XXI<sup>e</sup> siècle». Organisé depuis 2000, le Fma de Montréal est «dédié à la rencontre et au dialogue des cultures arabes et occidentales», à travers les arts de la scène, les conférences et le cinéma. R.C.

## Coup-franc direct

### Encore des démissions !

Par Mahfoud M.

Il semblerait que les présidents de clubs en Algérie ont pris une mauvaise habitude de déclarer leur démission juste après les mauvais résultats de leurs équipes. Une manière de détourner l'attention de leurs fans ou plutôt un ballon de sonde ? Les deux probabilités sont d'actualité d'autant que les dirigeants de ces clubs ont quelque peu de la réaction de leurs supporters et c'est pour cela qu'ils déclarent vouloir se retirer des affaires de ces clubs. De temps à autre aussi, certains présidents décident d'annoncer leur départ pour voir le degré de leur popularité comme le fait assez souvent le patron de la JSK, Hannachi qui est à sa énième démission sans pour autant la matérialiser sur le terrain, puisqu'il revient à chaque fois en déclarant que les supporters ne souhaitent pas le voir partir et qu'ils l'ont supplié de rester, ce qui ne peut pas être vérifiable. Certains présidents font donc les choses exprès de parler de démission juste pour faire tomber la pression pensant que les supporters devraient oublier avec le temps et ils reviendront donc pour vaquer à leurs occupations. Ne faut-il pas donc lancer un débat sur la manière de gérer de certains présidents qui n'ont aucun respect à certains principes et ne soucient pas du fait que cela pourrait nuire à leurs clubs ?

M. M.

### Ligue 2 Mobilis (7<sup>e</sup> journée)

#### Paradou cartonne, l'USM Blida difficilement

LE PARADOU AC, large vainqueur de l'US Biskra (4-1) a consolidé sa place de leader du championnat de Ligue 2 Mobilis de football à l'issue de la septième journée disputée vendredi et marquée également par la victoire sur le fil de l'USM Blida contre le GC Mascara (1-0) qui lui permet de s'emparer provisoirement de la deuxième place.

Le leader a donc confirmé son excellent début de saison en dominant l'USB dans un match à sens unique grâce notamment un doublé de Meziani.

A la faveur de ce succès, le cinquième de la saison, le PAC conserve ses trois points d'avance sur son poursuivant direct l'USM Blida qui a souffert le martyr avant de battre une courageuse équipe de Mascara.

Les Hommes de Hadj Mansour ont attendu l'ultime minute du temps additionnel pour trouver la faille grâce à un but de Belaid (90+2). Une précieuse victoire des Blidéens, la seconde de rang, qui leur permet de prendre provisoirement la place de dauphin.

De son côté, l'ASO Chlef a arraché un précieux point en déplacement contre le CA Bordj Bou Arreridj (2-2). Menés au score à deux reprises, les Chélifiens ont réussi à égaliser grâce à un double de Boukhari (47, 90+4) qui a répondu au doublé de Yalaoui (10, 74).

A la faveur de ce nul inespéré, les hommes de Younes Ifticen se hissent à la troisième place à cinq longueurs du leader.

La journée a été également l'occasion pour le CRB Ain Fekroun pour signer sa première victoire de la saison contre l'ASM Oran (2-1).

Le MC Saïda a renoué pour sa part avec la victoire à l'occasion de la réception de la lanterne rouge le RC Arbaa (2-1).

En revanche, le MC El Eulma a été contraint au partage des points par le WA Boufarik de Bilel Dziri. Mené au score sur un but de Kacem (45), les locaux ont égalisé à la

64<sup>e</sup> minute. Un nul qui arrange beaucoup plus le WAB qui remonte à la sixième place, tandis que son adversaire du jour reste scotché à la 14<sup>e</sup> place avec 4 points.

Un seul match s'est soldé sur un score vierge entre la JSM Skikda et l'A Boussaâda qui a terminé la rencontre à neuf après l'expulsion de deux joueurs dont le gardien Toual.

**Résultats et classement:**

MCEE-WAB	0-1
CRBAF-ASMO	2-1
JSMS-ABS	0-0
CABBA-ASO	2-2
PAC-USB	4-1
USMB-GCM	1-0
MCS-RCA	2-1

	Pts	J
1-Paradou AC	17	7
2-USM Blida	14	7
3-ASO Chlef	12	7
4-JSM Skikda	11	7
5-JSM Béjaïa	11	6
6-CABBA	10	7
7-WA Boufarik	10	7
8-AS Khroub	9	6
9-A Bou Saada	9	7
10-MC El Eulma	8	7
11-ASM Oran	7	7
12-CRB Ain Fekroun	7	7
13-MC Saïda	7	7
7		
14-US Biskra	5	7
15-RC Arbaa	2	
7		
16-GC Mascara	2	7

### Championnats d'Afrique de natation (5<sup>e</sup> J)

#### Quatre autres médailles pour l'EN

LA SÉLECTION algérienne de natation a remporté quatre nouvelles médailles (1 or, 1 argent et 2 bronze), à l'issue de la 5<sup>e</sup> journée des championnats d'Afrique, disputée vendredi à Bloemfontein (Afrique du Sud). La médaille d'or algérienne a été l'oeuvre d'Amel Melih sur 50m nage libre avec un chrono de 26.92, devançant l'Egyptienne Rowan El Badry (27.02), et la Seychelloise Alexis Laird (27.30). La nageuse Rania Hamida Nefsi a, de son côté, obtenu la médaille d'argent du 200m 4 nages (2:22.16), derrière la jeune sud-africaine Rebecca Meder (14ans), avec un chrono

de 2:20.37. La deux médailles de bronze ont été remportées respectivement par Lounis Khendriche sur 200m papillon, en réalisant un temps de 3:03.48, et le relais mixte 4x100m quatre nages, composé d'Oussama Sahnoun, Ramzy Chouchar, Amel Melih et Sarah Hadj Abderrahmen.

A l'issue de la 5<sup>e</sup> journée de compétitions, l'Algérie totalise 15 médailles (5 or, 5 argent, 5 bronze). Les épreuves des 12<sup>es</sup> championnats d'Afrique de natation se poursuivent jusqu'au 22 octobre à Bloemfontein avec la participation de 22 pays.

### Ligue I Mobilis (8<sup>e</sup> journée)

## Le NAHD et le CRB en crise ouverte

Les deux clubs algérois, le Nasr d'Hussein-Dey et le CR Belouizdad, sont en crise ouverte après leurs défaites respectives face au MC Oran et l'USM Bel-Abbès sur le même score, à savoir, (1/0).

Par Mahfoud M.

Les Sang et Or sont à leur deuxième défaite consécutive après celle concédée face à la formation de l'O Médéa. Un but de Bentiba (34') a été suffisant pour sceller la victoire de Hamraoua face au Nasria. Les Nahdistes sont en perte de vitesse et ont été encore une fois battu par une formation du Mouloudia d'Oran qui prend trois points précieux qui lui permettent de garder provisoirement le fauteuil de leader. Les poulains de Bouzidi n'ont rien montré pour prouver qu'ils méritaient un bien meilleur sort, surtout que, et cela est devenu une habitude, l'équipe a joué sans une tactique claire. Les dirigeants n'ont pas encore pris de décision finale, mais il semblerait que le coach Bouzidi est maintenant sur une corde raide et qu'il devrait céder sa place après cet échec. Les Hussein-Déens auront un autre match très difficile à jouer pour le prochain week-end étant donné qu'ils affronteront l'ES Sétif au stade du 20 août. De son côté, le CR Belouizdad, lui, a aussi perdu à domicile face à l'USMBA avec un but de Tabti à la 86<sup>e</sup> pour



Le Chabab souffre encore

les gars de la Mekerra. Les Rouge et Blanc n'ont pas pu revenir au score et concédant ainsi une deuxième défaite de rang après avoir été battu aussi à domicile par le CSC. Les supporters du Chabab ont, encore une fois, montré leur colère devant une équipe sans âme qui n'a pas réussi à imposer sa loi, malgré

le fait que le coach, Michel, pensait pouvoir donner espoir à ses poulains. La situation sera très rude pour les gars de Laâkiba qui sont menacés en ce début de saison et se doivent de se relancer le plus rapidement possible pour espérer se sortir de la zone des reléguables.

M. M.

### CR Belouizdad

#### Malek le président démissionne

Le CR Belouizdad a annoncé samedi la démission du président du club Réda Malek au lendemain de la défaite à domicile face à l'USM Bel-Abbès (1-0), dans le cadre de la 8<sup>e</sup> journée du championnat de Ligue 1 algérienne de football. Malek a convoqué, pour les prochaines heures, une réunion extraordinaire du Conseil d'administration de la société par actions du club pour lui présenter

sa démission, indique la formation de la capitale sur sa page Facebook officielle. Le «Chabab» a concédé sa deuxième défaite de rang à domicile, la troisième en autant de matchs, provoquant l'ire des supporters qui ont réclamé à la fin de la partie face à l'USMBA le départ des dirigeants. Réda Malek avait déjà démissionné en fin de saison passée, avant de revenir à de meilleurs senti-

ments après que ses pairs du Conseil d'administration aient refusé son départ. Les Rouge et Blanc, qui ont terminé troisièmes ex-quo avec la JS Kabylie, le championnat de l'exercice dernier, occupent la peu reluisante 12<sup>e</sup> place au classement avec 7 points, devançant d'une seule unité le premier reléguable, le MO Béjaïa, qui dispose néanmoins d'un match en retard.

### Fête des journalistes sportifs arabes

#### Les droits de retransmission en débat

L'Organisation nationale des journalistes sportifs algériens (ONJSA) a organisé, conjointement avec l'Union de la presse sportive arabe (UPSA) une conférence sur «les droits de retransmission et leur impact sur

le citoyen», hier samedi 22 octobre, à l'Amphithéâtre de l'Ecole supérieure de journalisme de Ben Aknoun (Alger). La Conférence qui a été animée par une pléiade de responsables et journalistes du monde arabe, s'inscrit dans le cadre des festivités célébrant la 10<sup>e</sup> Fête des journalistes sportifs arabes qu'abrite l'Algérie durant deux jours. La rencontre avec la presse avait été précédée par la tenue, vendredi au soir au Centre familial de la CNAS (Caisse nationale d'assurance sociale) à Ben Aknoun, la soirée des «Oscars» à laquelle ont été conviés des journalistes de 15 pays arabes membre de l'UPSA dont des Algériens. Outre le président de l'UPSA, le Jordanien Mohamed Jamil Abdelkader et son bureau exécutif, celui de l'Association internationale de la presse sportive (AIPS), l'Italien Gianni Merlo, le rendez-vous d'Alger a été rehaussé par la présence de plusieurs journalistes de différents pays arabes membres de l'UPSA, ainsi que des invités

d'honneur de l'ONJSA, des représentants des partenaires de l'événement (Mobilis, Sonatrach et Iris électronique) et de ceux qui ont contribué à l'organisation de la manifestation. Inscrite dans le plan d'action de l'UPSA, cette manifestation coïncide avec les festivités marquant la journée nationale de la presse algérienne, décrétée par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika et célébrée le 22 octobre de chaque année. La Fête des journalistes sportifs arabes avait été initiée pour la première fois en 2007 en Arabie Saoudite. Depuis, elle est organisée régulièrement : 2008 (Jordanie), 2009 (Libye), 2010 (Maroc), 2011 (Qatar), 2012 (Palestine), 2013 (Emirats arabes unis), 2014 (Bahreïn) et 2015 (Tunisie). Durant les neuf dernières éditions, plusieurs anciens journalistes arabes dont des Algériens proposés par l'ONJSA, avaient été honorés par l'Union de la presse sportive arabe pour services rendus au sport arabe en général.

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Sur les 8 premiers mois

## La facture d'importation des médicaments en hausse

LA FACTURE d'importation des produits pharmaceutiques a augmenté de plus de 10% sur les huit premiers mois de l'année 2016 par rapport à la même période de l'année 2015, en dépit de la baisse des quantités importées, a appris l'APS auprès des Douanes.

Ainsi, la valeur des importations de ces produits s'est élevée à 1,353 milliard de dollars (usd) contre 1,226 milliard usd, soit une hausse de l'ordre de 127 millions usd (+10,34%) entre les deux périodes de comparaison, indique le Centre national de l'informatique et des statistiques des douanes (Cnis).

En revanche, les quantités importées ont baissé de 5,4% en s'établissant à près de 16.513 tonnes (t) contre 17 454 t.

Par catégorie de produits, la facture des médicaments à usage humain a augmenté à plus de 1,27 milliard usd contre 1,16 milliard usd, en augmentation de 111,61 millions usd (+9,6%), tandis que les quantités ont reculé en s'établissant à 14.805 t contre 15.907 t (-6,6%). Pour les médicaments à usage vétérinaire, leurs importations ont atteint 22,71 millions usd (471,4 t) contre 20,38 millions usd (490,4 t), soit une hausse de 2,33 millions usd (+11,44%) et une baisse de près de 4% en volume.

Pour les importations des produits parapharmaceutiques (pansements adhésifs, gazes, réactifs, trousse de pharmacie...), elles ont grimpé à 53,13 millions usd (1 237 t) contre 40,3 millions usd (1 057 t), soit une hausse de 12,83 millions usd (+31,82%) et de 17,05% en volume. Dans le cadre de la rationalisation des importations des médicaments, un arrêté ministériel publié en décembre 2015 avait fixé la liste des produits pharmaceutiques à usage humain et des matériels médicaux fabriqués en Algérie qui sont interdits à l'importation, rappelle-t-on.

Il s'agit de 357 médicaments composés de comprimés, crèmes et pommades dermiques, solutions injectables, suppositoires, pommades ophtalmiques et de sirop.

S'ajoute également une liste de onze matériels médicaux fabriqués localement et qui sont aussi interdits à l'importation telles les seringues, compresses et bandes de gaze et la bicarbonate de soude pour dialyse.

En 2015, les importations des produits pharmaceutiques avaient atteint 1,96 milliard de dollars (-22% par rapport à 2014) pour un volume global de près de 27 000 tonnes (-15,32%).

Hania D.

### Bethioua

## Une canalisation de gaz endommagée fait deux blessés

DEUX PERSONNES ont été blessées samedi à Ararba, dans la daïra de Bethioua, par le souffle d'une canalisation de gaz endommagée lors de travaux sur place, a-t-on appris auprès des services de la Protection civile.

«Le souffle de la fuite estimé à 52 bars de cette canalisation de quatre pouces a fait deux blessés, vers 8h45», a précisé à

l'APS le chargé de communication de la Protection civile de la wilaya d'Oran. Les victimes ont été évacuées vers les services hospitaliers et sont actuellement sous surveillance médicale, a-t-il ajouté. Les services compétents ont procédé à la fermeture de la conduite endommagée ainsi que la conduite alimentant la localité voisine d'Ain Bya.

Yanis G.

### Egypte

## Un haut responsable militaire tué près du Caire

UN HAUT responsable égyptien a été tué par balle samedi devant chez lui dans la banlieue du Caire, selon une source militaire. Des centaines de policiers et soldats égyptiens ont été tués ces dernières années par des terroristes, notamment dans la péninsule du Sinaï, mais de telles attaques contre de hauts dirigeants sont rares.

Le général de brigade Adel Ragaei, à la tête d'une division blindée dans le Sinaï, a succom-

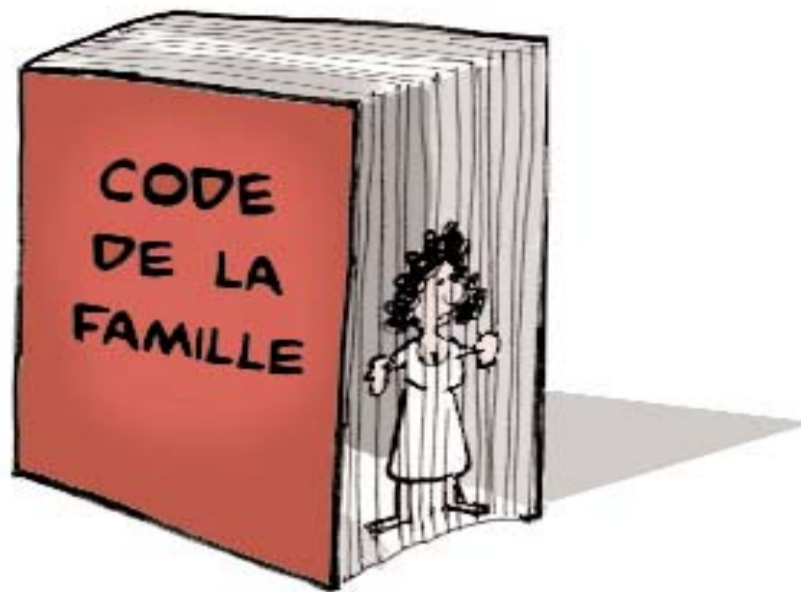
bé à des tirs d'un groupe terroriste se faisant appeler Liwa al-Thawra, alors qu'il quittait sa maison à Obour City, a indiqué sa belle-sœur, Houda Zein Elabedine.

Un responsable militaire a confirmé la mort du général, sans donner plus de détails.

«Ils l'ont tué à 06h00 (04h00 GMT) (...) avant qu'il ne puisse monter dans sa voiture», a rapporté M<sup>me</sup> Elabedine.

M. L.

## VERS UNE RÉVISION DU CODE DE LA FAMILLE



Loumis

Djalou@hotmail.com

### Oran/Chantier des Genêts

## La statue découverte n'a aucune valeur archéologique

■ La statue découverte suite à des travaux du chantier de la pénétrante reliant le port d'Oran à l'autoroute Est-Ouest n'a aucune valeur archéologique, a affirmé samedi à l'APS, le directeur du musée Zabana, Salah Amokrane, mettant fin à la polémique qui alimente la toile depuis quelques jours.

Par Kamélia H.

Suite à la découverte de la statue sur le chantier que dirige une entreprise turque, le 19 octobre dernier, une photo de l'œuvre avec des réclamations d'arrêter le chantier ont largement été partagés sur les réseaux sociaux et sur les pages de certaines associations qui activent pour la préservation du patrimoine culturel et historique oranais.

La Direction du musée

Zabana a dépêché sur les lieux, jeudi dernier, une équipe d'experts archéologues pour établir un état des lieux. L'équipe a conclu qu'il s'agit d'une statue récente, moulée avec du béton et du fer et n'a aucune valeur historique.

Le site sur lequel la découverte a été faite n'est autre qu'une ancienne décharge, explique M. Amokrane ajoutant qu'il ne s'agit nullement d'un site archéologique.

Un appel à témoin a été lancé pour définir l'origine de cette sta-

tue qui date a priori des années 1980, ajoute le même responsable, notant qu'un rapport détaillant la situation a été remis à la direction de la culture.

Selon des premiers témoignages, il s'agit d'une statue de l'Emir Abdelkader, qui devait décorer l'un des carrefours de la ville. Une entreprise turque de BTPH aurait réalisé cette statue, et une autre de Kheireddine Barberousse avec des moulages en béton au début des années 2000.

K. H.

### Nouvelle loi sur la retraite

## La liste des métiers pénibles définie dans les décrets exécutifs

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mohamed El Ghazi, a indiqué samedi à Alger que la liste des métiers pénibles sera définie dans les décrets exécutifs qui seront promulgués après l'adoption de la nouvelle loi sur la retraite. «L'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), en sa qualité de partenaire social, procédera au recensement des métiers pénibles qui seront définis par le ministère dans les décrets exécutifs de la nouvelle loi sur la retraite après sa présentation aux deux chambres du Parlement pour débat et sa publication au "Journal officiel"», a

précisé M. El Ghazi lors de la rencontre nationale des cadres de l'Inspection du travail. La liste des métiers pénibles sera arrêtée en coordination avec les partenaires sociaux, a-t-il ajouté.

Il a souligné que la conjoncture actuelle ne permettait pas de continuer à appliquer la retraite proportionnelle, rappelant que la révision de la loi sur la retraite a été dictée par le souci de préserver l'équilibre des caisses de la sécurité sociale et la pérennité du versement des retraites à leur échéance.

Il a insisté sur l'importance du renforcement des rencontres d'information pour expliquer «les

résultats négatifs de la retraite anticipée», a-t-il dit, affirmant que «l'Etat veille à protéger les droits des travailleurs et à préserver les emplois».

A une question concernant la prise en charge des dossiers de demande de retraite proportionnelle qui continuent de parvenir à la Caisse nationale des retraites (CNR), le ministre a appelé les travailleurs des secteurs de la santé et de l'éducation, notamment à «rester à leurs postes jusqu'à l'âge du départ à la retraite (60 ans)», les rassurant quant à «la préservation de leurs droits professionnels».

Younès F.